

**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR***Liberté
Égalité
Fraternité*

Marché public de fournitures
soumis aux dispositions du Code de la commande publique

passé par appel d'offres ouvert
en application des dispositions des articles L. 2124-2 et R. 2124-2 alinéa 1
du Code précité.

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ECLPN_2507

version du 06-06-2025

Signalisation sonore et lumineuse

Sommaire

Article 1 : Objet de l'accord-cadre.....	4
Article 2 : Cadre juridique.....	4
Article 3 : Allotissement et décomposition de l'accord-cadre.....	4
Article 4 : Forme de l'accord-cadre.....	4
Article 5 : Durée de l'accord-cadre.....	5
Article 6 : Étendue de l'accord-cadre.....	5
Article 7 : Base juridique des marchés subséquents et passation.....	5
Article 8 : Documents contractuels de l'accord-cadre.....	6
Article 9 : Conditions générales d'exécution.....	7
9.1 : Représentation des parties.....	7
9.1.1 : Représentation du pouvoir adjudicateur.....	7
9.1.2 : Représentation du titulaire.....	7
9.2 : Échanges et correspondances.....	7
9.3 : Obligations du titulaire de chaque lot.....	7
9.3.1 : Obligation de résultat et responsabilité.....	7
9.3.2 : Obligation de conseil.....	7
9.3.3 : Obligation d'information.....	8
9.3.4 : Obligation de confidentialité.....	8
9.4 : Assurances.....	8
9.5 : Sous-traitance.....	9
9.6 : Responsabilités environnementales et sociétales des entreprises.....	9
9.6.1 : Développement durable et achats éthiques.....	9
9.6.2 : Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail.....	9
9.6.3 : Traitement des données à caractère personnel.....	10
9.7 : Clause sociale d'insertion (lots 1 et 6 uniquement).....	10
9.7.1 : Dispositif d'accompagnement pour la mise en oeuvre de la clause sociale.....	10
9.7.2 : Modalités de contrôle.....	11
9.8 : Clause environnementale.....	11
9.8.1 : Ecoconception des produits.....	11
9.8.2 : Réparabilité du matériel.....	11
9.8.3 : Conditionnements écoresponsables.....	11
9.8.4 : Limitation des transports.....	12
Article 10 : Modalités de commandes.....	12
10.1 : Références commandées.....	12
10.2 : Exclusivité.....	12
10.3 : Bon de commande.....	12
10.4 : Lieux et délais de livraison.....	12
10.5 : Prolongation – sursis au délai de livraison.....	14
10.6 : Garanties.....	15
Article 11 : Pénalités.....	15
11.1 : Pénalités pour retard.....	15
11.2 : Pénalités en cas de non-respect des obligations environnementales.....	15

Article 12 : Modalités de détermination des prix.....	15
12.1 : Monnaie.....	15
12.2 : Contenu des prix.....	15
12.3 : Forme et détermination.....	16
12.4 : Prix de règlement.....	16
12.5 : Révision de prix.....	16
12.6 : Clause de sauvegarde.....	17
Article 13 : Clause de réexamen.....	17
Article 14 : Règlement des différends et des litiges.....	18
14.1 : Procédure amiable.....	18
14.2 : Médiation.....	18
14.3 : Procédure contentieuse.....	18
Article 15 : Résiliation.....	19
Article 16 : Dérogations au CCAG/FCS.....	19

Annexe 1 : Acte d'engagement de marché subséquent

Annexe 2 : Clauses contractuelles des marchés subséquents

Annexe 3 : Liste des services coordonnés

MODIFICATIONS APPORTÉES EN COURS DE CONSULTATION		
Date	Objet de la modification	Article

Article 1 : Objet de l'accord-cadre

Le présent marché a pour objet l'acquisition d'équipements de signalisation sonore et lumineuse avec accessoires et pièces détachées destinés à équiper les véhicules des forces de sécurité intérieure aménagés par l'Atelier Central Automobile (ACA) de l'Établissement Central Logistique de la Police Nationale (ECLPN) et les services coordonnés listés en annexe n° 3 du CCAP.

Article 2 : Cadre juridique

L'accord-cadre est soumis au Code de la commande publique et au cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Il est passé suivant la procédure de l'appel d'offres ouvert, en application des dispositions des articles L.2124-2 et R.2124-2, al. 1 du Code précité.

Article 3 : Allotissement et décomposition de l'accord-cadre

En application des dispositions de l'article L.2113-10 du Code de la commande publique, l'accord-cadre est alloti. Il est composé de neuf lots listés ci-après :

N°de lot	Intitulés
1	gyrophare fixe et combiné gyrophare-sirène
2	feux de pénétration
3	Projecteur de recherche
4	Plaque lumineuse
5	Kit pour véhicule banalisé
6	Kit pour véhicule prioritaire avec gyrophare
7	Kit pour véhicule prioritaire avec rampe
8	Kit pour véhicule prioritaire avec flèche relevable
9	Rampe lumineuse haute intensité

Les caractéristiques de chacun des lots sont détaillées au CCTP de l'accord-cadre. Un soumissionnaire peut être attributaire d'un seul ou de plusieurs lots.

Article 4 : Forme de l'accord-cadre

L'accord-cadre, mono-attributaire par lot, donne lieu à la passation de marchés subséquents sans remise en concurrence tel que détaillé à l'article 7 du présent cahier des charges.

La liste des services habilités à passer un marché subséquent est jointe en annexe 3.

Le titulaire de chaque lot s'engage à accepter la conclusion de tout marché subséquent conforme aux conditions du présent accord-cadre et le cas échéant à communiquer tout complément conformément à l'article 7 du présent CCAP.

Article 5 : Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 36 mois à compter de sa date de notification. Il est reconductible tacitement une fois douze mois sans que sa durée totale puisse excéder 48 mois.

En cas de non-reconduction, le représentant du pouvoir adjudicateur en informe le titulaire via la plateforme PLACE ou par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 1 mois avant la fin de la période en cours. Aucune indemnité n'est due à l'autre partie en cas de non-reconduction de l'accord-cadre.

Article 6 : Étendue de l'accord-cadre

À titre indicatif, et sans que ceci n'engage l'administration, le montant estimé des commandes de chaque lot, ainsi que le montant maximum pour 48 mois, sont indiqués ci-dessous :

N° de LOT	Intitulés	Montants indicatifs en € <i>hors TVA pour 48 mois</i>	Montants maximums en € <i>hors TVA pour 48 mois</i>
1	gyrophare fixe et combiné gyrophare-sirène	210 000 €	600 000 €
2	Feux de pénétration	180 000 €	540 000 €
3	Projecteur de recherche	320 000 €	900 000 €
4	Plaque lumineuse	120 000 €	300 000 €
5	Kit pour véhicule banalisé	750 000 €	2 550 000 €
6	Kit pour véhicule prioritaire avec gyrophare	1 000 000 €	3 000 000 €
7	Kit pour véhicule prioritaire avec rampe	300 000 €	900 000 €
8	Kit pour véhicule prioritaire avec flèche relevable	600 000 €	1 800 000 €

Article 7 : Base juridique des marchés subséquents et passation

Les marchés subséquents sont régis par les dispositions de l'article R. 2162-8 du Code de la commande publique. Ils sont conclus sans montant minimum et dans le maximum fixé à l'accord-cadre. Ils s'exécutent par l'émission de bons de commande, conformément aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Les bons de commande émis au titre des marchés subséquents peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de la période de validité de l'accord-cadre, sans que la durée d'exécution des prestations ne puisse excéder de plus de six (6) mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

Dès notification de l'accord-cadre, chaque service coordonné (cf annexe 3) peut passer pendant la durée de ce dernier un ou, successivement, plusieurs marchés subséquents.

Le service coordonné adresse au titulaire un projet de marché subséquent rédigé sur la base des clauses contractuelles figurant à l'annexe 2 du présent CCAP. L'acte d'engagement est complété, signé par le titulaire et retourné au service susmentionné en vue de sa notification.

Préalablement à la conclusion d'un marché subséquent, chaque service coordonné peut demander au titulaire de compléter son offre, dans les conditions fixées par les articles R. 2162-7 et R. 2162-9 du Code de la commande publique. Ces éventuelles modifications ne peuvent entraîner de changements substantiels des termes de l'accord-cadre.

Chaque marché subséquent, conclu en application de l'accord-cadre, expire au plus tard à la fin de la durée de validité de ce dernier. Un marché subséquent peut comporter une ou plusieurs périodes de reconduction.

Article 8 : Documents contractuels de l'accord-cadre

Pour chaque lot, les documents contractuels constituant l'accord-cadre sont énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et le bordereau des prix unitaires ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP 2507) et ses annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP 2507) et son annexe ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre technique du titulaire ;
- le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

En cas de contradiction ou de différence entre ces pièces, elles prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Les exemplaires de ces documents contractuels, conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur pendant une durée minimale de cinq ans à compter de la fin de son exécution conformément aux dispositions de l'article R.2184-13 du Code de la commande publique, font seuls foi.

Lors de la notification effectuée sur la plateforme dématérialisée PLACE, le titulaire reçoit une copie de l'acte d'engagement, de son bordereau de prix unitaires et des cahiers des clauses particulières et techniques applicables pour l'exécution du marché.

Article 9 : Conditions générales d'exécution**9.1 : Représentation des parties****9.1.1 : Représentation du pouvoir adjudicateur**

Pour l'exécution de chacun des lots, le représentant du pouvoir adjudicateur est désigné lors de la passation des marchés subséquents. Il est la seule autorité habilitée à prononcer les décisions prévues dans l'accord-cadre et le CCAG de référence, notamment en matière de pénalités, de prolongation de délai d'exécution et de sursis de livraison.

9.1.2 : Représentation du titulaire

Pour chaque lot, le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'administration. Le titulaire s'engage à informer l'administration, dans les plus brefs délais, d'un éventuel changement d'interlocuteur.

9.2 : Échanges et correspondances

Les correspondances échangées et les documents remis au titre de l'accord-cadre sont rédigés en français.

Les documents, rédigés dans une autre langue, ne sont pris en compte que s'ils sont accompagnés d'une traduction complète en langue française. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non-française dont l'équivalent est soumis à l'appréciation du pouvoir adjudicateur.

Toutes les notifications, faisant courir un délai, s'effectuent conformément aux dispositions de l'article 3.2 du CCAG de référence.

9.3 : Obligations du titulaire de chaque lot**9.3.1 : Obligation de résultat et responsabilité**

Le titulaire a une obligation de résultat dans la fourniture des prestations, objet du présent accord-cadre.

Le titulaire met en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de livrer les prestations conformément aux spécifications du présent cahier des charges et dans le respect des normes de sécurité sanitaires et environnementales en vigueur.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire respecte strictement les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre.

9.3.2 : Obligation de conseil

Le titulaire, en sa qualité de professionnel et de spécialiste du domaine objet du présent accord-cadre, est tenu à une obligation de conseil pour permettre la bonne exécution des prestations et pour identifier les risques et menaces.

Pour ce faire, il réalise notamment une veille juridique : législative, réglementaire et jurisprudentielle. Cette veille juridique permet au titulaire d'alerter au plus vite l'Administration des évolutions ayant un impact sur les approvisionnements réalisés et la mise en conformité des effets objet du présent accord-cadre.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

9.3.3 : Obligation d'information

Le titulaire est tenu de rendre compte de toute difficulté ou anomalie rencontrée pendant l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire est tenu de signaler au service bénéficiaire et à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

9.3.4 : Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du présent accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'administration, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du présent accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel et le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'administration peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner ou de détruire les éléments ou supports d'informations confidentiels qui lui auraient été fournis. Indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, la violation grave des obligations de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs de ce dernier.

9.4 : Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG de référence, le titulaire de l'accord-cadre doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victime d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il produit les documents justificatifs dès la notification de l'accord-cadre dans un délai de 15 jours et à tout moment durant son exécution, dans le même délai, à compter de la réception de la demande qui lui sera faite.

9.5 : Sous-traitance

Le titulaire peut, dans les conditions prévues aux articles L.2193-3 et suivants du Code de la commande publique, sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre. Seule la sous-traitance des prestations de service est autorisée.

La présentation d'un sous-traitant doit se faire à l'aide de l'imprimé DC4 dont un modèle de déclaration de sous-traitance est disponible à l'adresse Internet suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

dûment rempli et signé par le sous-traitant et le titulaire.

Cette déclaration doit comporter l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant, ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

9.6 : Responsabilités environnementales et sociétales des entreprises

9.6.1 : Développement durable et achats éthiques

Le titulaire doit être en mesure d'attester ou de justifier que les matières premières utilisées dans la réalisation des fournitures livrées sont produites dans le strict respect des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail portant sur la liberté d'association et la négociation collectives (normes 87 et 98), l'abolition du travail forcé (normes 29 et 105), l'élimination de la discrimination (normes 100 et 111) et l'élimination du travail des enfants (normes 138 et 182).

Les produits fournis doivent être conformes aux normes en vigueur durant l'exécution du marché.

9.6.2 : Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG de référence, le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et des règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail. Il respecte et applique les grands principes de la norme ISO 26000 (responsabilité sociétale).

Le titulaire doit fournir tous les six (6) mois, à compter de la notification de l'accord-cadre, les documents énoncés à l'article D.8222-5 ou, pour les entreprises étrangères, aux articles D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, après une mise en demeure restée infructueuse, l'accord-cadre peut faire l'objet d'une décision de résiliation aux torts du titulaire sans que ce dernier puisse prétendre à une indemnité. Le cas échéant, les prestations sont exécutées à ses frais et risques.

9.6.3 : Traitement des données à caractère personnel

Au titre du présent accord-cadre, l'administration et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, notamment le règlement général sur la protection des données (RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

9.7 : Clause sociale d'insertion (lots 1 et 6 uniquement)

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, il est fait application des dispositions des articles L.2111-1 et L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans cet accord-cadre une clause sociale d'insertion obligatoire.

Le titulaire devra participer à une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Cette clause oblige l'entreprise de la façon suivante :

- A la demande de l'acheteur, le titulaire devra participer activement à des réunions, forums, expositions, colloques (ou toute autre forme de présentation ou d'échange avec du public) portant sur l'emploi et l'insertion (axe social du Développement Durable). Le titulaire devra présenter les métiers présents en son sein.
- La mobilisation sur ces actions sera subordonnée à une demande écrite du facilitateur mentionné à l'article 9.7.1 ci-dessous, **et ne pourra se dérouler physiquement que sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine.**
- Il ne pourra pas être demandé plus d'1 intervention par année civile.

Les marchés subséquents conclus par l'Établissement Central Logistique de la Police Nationale (ECLPN) pour les lots 1 « gyrophare fixe et combiné gyrophare-sirène » et 6 « kit pour véhicule prioritaire avec gyrophare » sont les seuls concernés par l'exécution de la clause sociale prévue au présent accord-cadre.

9.7.1 : Dispositif d'accompagnement pour la mise en oeuvre de la clause sociale

Afin de faciliter la mise en oeuvre des clauses d'insertion, a été mis en place un dispositif d'accompagnement qui peut être sollicité en prenant l'attache du facilitateur :

MEF du Thouarsais
M. Frédéric Mangeant
7 rue Anne Desrays – 79100 Thouars
Tél. : 07 77 94 03 35
Courriel : frederic.mangeant@thouars-communaute.fr

9.7.2 : Modalités de contrôle

Il sera procédé au contrôle des actions pour lesquelles le titulaire du marché s'est engagé. Pour cela, lors de ses participations aux actions demandées, l'attributaire devra signer les feuilles de présence mises à disposition par l'organisateur et qui seront transmises au facilitateur. Celui-ci pourra également se déplacer sur les lieux des actions (forums, colloques...) afin de constater la présence et l'activité de l'attributaire.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut, à tout moment, décider de faire un point d'étape sur le suivi de la clause avec l'entreprise attributaire. L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application des pénalités prévues à l'article 11.2 du CCAP.

A l'issue de l'exécution du marché, lors de la réunion préalable à la réception des prestations, il peut être procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

Si le titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il en informe le plus rapidement possible par écrit le facilitateur mentionné ci-dessus, qui étudiera avec lui les moyens à mettre en œuvre. Dans le cas de difficultés qui entraînent ou ont entraîné le recours à des licenciements économiques, à de l'activité partielle ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur pourra annuler l'exécution de la clause sociale.

9.8 : Clause environnementale

L'accord-cadre est soumis aux dispositions de la loi « AGEC » n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire. De préférence le titulaire est certifié ISO 14001.

9.8.1 : Ecoconception des produits

Le titulaire devra proposer au cours du marché des produits écoconçus. Il sera nécessaire d'indiquer par lot les actions pour le recyclage et/ou la réutilisation des produits.

9.8.2 : Réparabilité du matériel

L'acheteur souhaite que les produits soient conçus de manière à être réparables, dans une démarche visant à améliorer leur performance environnementale en réduisant les déchets et leur impact écologique, ainsi qu'à optimiser les coûts sur le long terme.

Dans cette optique, le candidat doit inclure, au sein de son bordereau des prix unitaires la liste détaillée des pièces détachées constituant le matériel, ainsi que toute information pertinente sur leur disponibilité et leurs conditions de remplacement.

9.8.3 : Conditionnements écoresponsables

Tous les documents livrables sont mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format .pdf ou équivalent) et ou sur supports en papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemple : labels FSC, PEFC ou équivalent). Les enveloppes disposent soit d'un label EU Ecolabel, NF environnement ou équivalent.

Le titulaire s'engage à limiter au maximum le suremballage et proposer des produits dans un emballage réutilisable et écoresponsable.

9.8.4 : Limitation des transports

Le titulaire doit également privilégier de préférence un mode de livraison avec des véhicules propres Crit'Air (certificat de qualité de l'air) :

- pour les véhicules utilitaires légers : inférieurs à 3 ;
- pour les poids lourds : inférieurs à 3.

Le titulaire devra proposer au cours du marché des produits écoconçus. Il sera nécessaire d'indiquer par lot les actions pour le recyclage et/ou la réutilisation des produits.

Article 10 : Modalités de commandes

10.1 : Références commandées

Les références, objet de l'accord-cadre, est celle listée aux bordereaux des prix unitaires (BPU).

10.2 : Exclusivité

Le titulaire a l'exclusivité des commandes relevant de l'accord-cadre dont il est attributaire.

Toutefois, en cas d'inexécution des clauses du marché de la part du titulaire, le représentant pouvoir adjudicateur peut confier les prestations à un tiers et les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, conformément aux dispositions de l'article 45 et suivants du CCAG de référence.

10.3 : Bon de commande

Toute commande fait l'objet d'un bon de commande écrit et numéroté, généré par le centre de prestations financières (CPFi) du ministère de l'Intérieur et transmis par voie électronique. Le titulaire confirme systématiquement au « service à contacter » mentionné sur le bon de commande, l'enregistrement de la commande.

10.4 : Lieux et délais de livraison

Les services coordonnés, mentionnés en annexe 3 du présent document, précisent leurs différents points de livraison lors de la passation de leurs marchés subséquents. Ces points de livraison sont du ressort géographique de la région administrative sur laquelle les services coordonnés sont situés en France métropolitaine.

Par dérogation de l'article 3.1 du CCAG de référence, le délai de livraison court à compter de l'envoi du bon de commande Chorus au titulaire, et non de la date d'enregistrement de la commande par le titulaire. Il inclut les délais d'approvisionnement et de préparation des commandes, ainsi que les délais de transport quel qu'en soit le mode.

En application de l'article 3.7.2 du CCAG de référence, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au service à l'origine du bon de commande concerné dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Toute commande donne lieu à une livraison unique. Néanmoins, pour des quantités importantes celle-ci peut s'effectuer en plusieurs fois, après accord écrit de l'administration sur les quantités cadencées et le calendrier de livraison, dès lors que la dernière livraison avec le solde est effectuée à l'échéance fixée.

Les délais maximums de livraison sont les suivants :

N° de lot	Intitulés	Délai maximum en nombre de jours calendaires (pour une commande de x unités)				
		Tranches de commande	1 à 20 pièces (ou les 20 premières pièces)	de la 21 ^{ème} à la 200 ^{ème} pièce	de la 201 ^{ème} à la 500 ^{ème} pièce	Solde (si supérieur à 500 pièces)
1	gyrophare fixe et combiné gyrophare-sirène	Délai depuis la réception de la commande	14 jours	40 jours	60 jours	90 jours
2	Feux de pénétration	Tranches de commande	1 à 20 pièces (ou les 20 premières pièces)	de la 21 ^{ème} à la 200 ^{ème} pièce	de la 201 ^{ème} à la 500 ^{ème} pièce	Solde (si supérieur à 500 pièces)
		Délai depuis la réception de la commande	14 jours	30 jours	45 jours	60 jours
3	Projecteur de recherche	Tranches de commande	1 à 10 pièces (ou les 10 premières pièces)	de la 11 ^{ème} à la 100 ^{ème} pièce	de la 101 ^{ème} à la 250 ^{ème} pièce	Solde (si supérieur à 250 pièces)
		Délai depuis la réception de la commande	14 jours	40 jours	60 jours	90 jours
4	Plaque lumineuse	Tranches de commande	1 à 10 pièces (ou les 10 premières pièces)	de la 11 ^{ème} à la 100 ^{ème} pièce	de la 101 ^{ème} à la 250 ^{ème} pièce	Solde (si supérieur à 250 pièces)
		Délai depuis la réception de la commande	14 jours	40 jours	60 jours	90 jours
5	Kit pour véhicule banalisé	Tranches de commande	1 à 10 pièces (ou les 10 premières pièces)	de la 11 ^{ème} à la 50 ^{ème} pièce	de la 51 ^{ème} à la 100 ^{ème} pièce	Solde (si supérieur à 100 pièces)
		Délai depuis la réception de la commande	14 jours	40 jours	60 jours	90 jours
6	Kit pour véhicule prioritaire avec gyrophare	Tranches de commande	1 à 10 pièces (ou les 10 premières pièces)	de la 11 ^{ème} à la 100 ^{ème} pièce	de la 101 ^{ème} à la 250 ^{ème} pièce	Solde (si supérieur à 250 pièces)
		Délai depuis la réception de la commande	14 jours	40 jours	60 jours	90 jours

7	Kit pour véhicule prioritaire avec rampe	Tranches de commande	1 à 10 pièces <i>(ou les 10 premières pièces)</i>	de la 11 ^{ème} à la 50 ^{ème} pièce	de la 51 ^{ème} à la 100 ^{ème} pièce	Solde <i>(si supérieur à 100 pièces)</i>
		Délai depuis la réception de la commande	14 jours	40 jours	60 jours	90 jours
8	Kit pour véhicule prioritaire avec flèche relevable	Tranches de commande	1 à 5 pièces <i>(ou les 5 premières pièces)</i>	de la 6 ^{ème} à la 30 ^{ème} pièce	de la 31 ^{ème} à la 50 ^{ème} pièce	Solde <i>(si supérieur à 50 pièces)</i>
		Délai depuis la réception de la commande	14 jours	40 jours	60 jours	120 jours
9	Rampe lumineuse haute intensité	Tranches de commande	1 à 15 pièces <i>(ou les 15 premières pièces)</i>	de la 16 ^{ème} à la 150 ^{ème} pièce	de la 151 ^{ème} à la 300 ^{ème} pièce	Solde <i>(si supérieur à 300 pièces)</i>
		Délai depuis la réception de la commande	14 jours	30 jours	45 jours	60 jours
Pièces détachées des produits pour l'ensemble des lots		Tranches de commande	1 à 5 pièces		Solde <i>(si supérieur à 5 pièces)</i>	
		Délai depuis la réception de la commande	14 jours		30 jours	
Si nouveau véhicule porteur, l'adaptation du matériel		délai maximum de 2 mois.				

10.5 : Prolongation – sursis au délai de livraison

Le représentant du pouvoir adjudicateur, conformément aux dispositions de l'article 13.3 du CCAG de référence, peut accorder une prolongation du délai de livraison sous réserve que :

- le retard prévisible de livraison soit du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure ;
- la demande écrite de prolongation de délai ait été faite dans les 15 jours à compter de la date à laquelle les causes faisant obstacles à la livraison dans le délai contractuel soient apparues ;
- la demande ne soit pas présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution.

Lorsqu'un retard d'exécution est imputable à l'administration, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

Le délai de livraison peut être suspendu pour les congés :

- dans la limite de trois semaines en été,
- dans la limite d'une semaine en fin d'année.

Le titulaire adresse une demande de suspension de délai au représentant du pouvoir adjudicateur qui peut accepter de suspendre les délais aux périodes précitées. Seule l'autorisation expresse du pouvoir adjudicateur permet au titulaire de ne pas honorer ses délais contractuels.

Par ailleurs, le délai de livraison peut également être suspendu ou prolongé dans les conditions prévues à l'article 21.5 du CCAG de référence.

10.6 : Garanties

Par dérogation à l'article 33 du CCAG de référence, les fournitures sont garanties au minimum 2 ans à compter de la mise en service du véhicule sur lequel la fourniture est montée.

Article 11 : Pénalités

11.1 : Pénalités pour retard

Conformément aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire dépasse les délais contractuels d'exécution, celui-ci encourt, par jour de retard, des pénalités calculées selon la formule suivante :

$$P = V \times R / 1000$$

dans laquelle

- P = le montant des pénalités ;
- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;
- R = le nombre de jours calendaires de retard.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Le montant des pénalités est plafonné au montant de la prestation non exécutée dans les délais contractuels.

11.2 : Pénalités en cas de non-respect des obligations environnementales

Le titulaire encourt une pénalité égale à 50 euros par jour ouvré de retard par document concerné en cas de non transmission des documents, justificatifs, attestations ou bilans demandés à l'article 9.7.2 du CCAP.

Le délai court à compter du jour d'envoi de la relance de demande de transmission.

Article 12 : Modalités de détermination des prix

12.1 : Monnaie

Le titulaire est informé que l'accord-cadre est conclu dans l'unité monétaire EURO (€).

12.2 : Contenu des prix

Les prix proposés comprennent les frais de traitement de commande, tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à l'assurance, au transport jusqu'au lieu de livraison, de douane, de

déchargement, de garantie, plus largement tous les frais correspondants aux obligations contractuelles du titulaire.

12.3 : Forme et détermination

Les prix sont exprimés de façon unitaire, par référence et quantités commandées. Ils sont fixés dans le bordereau des prix unitaires de chaque lot.

Les prix établis au titre de l'accord-cadre s'appliquent aux marchés subséquents passés sur son fondement.

12.4 : Prix de règlement

Par dérogation à l'article 10.2.1 du CCAG de référence, le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de commande auquel s'appliquent les clauses de révision définies à l'article 12.5 du présent cahier des charges.

12.5 : Révision de prix

Selon les dispositions de l'article R.2112-13 du Code de la commande publique, les prix initiaux sont annuellement révisibles à chaque date anniversaire de notification de l'accord-cadre sur demande du titulaire par application de la formule suivante :

$$Cn = \text{Indice } (n) / \text{Indice } (o)$$

dans laquelle :

- Indice (n) correspond à la valeur de l'indice de référence disponible à la date d'anniversaire de révision des prix (*Donnée révisée*) ;
- Indice (o) correspond à la valeur de l'indice de référence disponible à la date limite de dépôt des offres.

Indice et identifiant INSEE utilisés

Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 26 et 27 – Produits informatiques, électroniques et optiques, Équipements électriques - Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes– Identifiant 010764349

Si la série est arrêtée lors de l'exécution de l'accord-cadre, elle est remplacée par la série équivalente proposée par l'INSEE. Un coefficient de raccordement, le cas échéant, peut être utilisé. Ce changement est acté par une décision administrative du représentant du pouvoir adjudicateur lors de la révision de prix annuelle.

La demande de révision de prix est présentée **par le titulaire de l'accord-cadre, au plus tard 30 jours avant la date de révision des prix**, au représentant du pouvoir adjudicateur. Elle est accompagnée du détail de calcul du coefficient de révision issu de la formule ci-dessus et du bordereau des prix révisés mentionnant le coefficient de révision requis.

En cas de défaut de communication du nouveau barème, le représentant du pouvoir adjudicateur peut effectuer la révision de prix de sa propre initiative si celle-ci est à la baisse.

12.6 : Clause de sauvegarde

Pour chaque lot, la révision des prix unitaires est limitée à 5 % d'augmentation par an. Si l'évolution moyenne des prix entraîne une variation supérieure, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans indemnité.

Cette résiliation reste une faculté dont dispose l'administration. Celle-ci pourra prendre en compte des circonstances exceptionnelles, comme un contexte de forte hausse du prix des matières premières, sur la base de justifications fournies par le titulaire quant à l'impact de ces circonstances sur les prix de l'accord-cadre.

Article 13 : Clause de réexamen

Pour chaque lot, les fournitures, objet de l'accord-cadre, doivent demeurer identiques pendant toute la durée de celui-ci.

En application des dispositions des articles L. 2194-1 et R. 2194-1 du Code de la commande publique, l'administration souhaite intégrer dans le contrat initial du marché une clause de réexamen portant sur l'actualisation des bordereaux des prix unitaires ou la prise en compte de nouvelles modalités d'exécution.

En cas d'événement majeur ou de circonstances échappant à la responsabilité des parties à l'accord-cadre et qui aurait un impact significatif techniques et/ou financiers sur l'accord-cadre, le titulaire et l'acheteur collaborent aux fins d'évaluer l'impact financier du ou des événements.

Si, en cours d'exécution du marché, de nouvelles prestations ou la modification de prestations sont devenues nécessaires pour couvrir des besoins directement rattachés à l'objet de l'accord-cadre, l'une ou l'autre des parties peut solliciter une rencontre en vue d'échanger sur la passation d'un avenant. En cas d'accord entre les parties et avant passation de tout avenant, le titulaire transmet à l'acheteur un devis détaillé comportant la décomposition du prix des prestations modifiées ou nouvelles.

À titre d'exemple, ces prestations peuvent concerner de nouvelles solutions innovantes, l'évolution ou la substitution de procédés techniques ou technologiques, etc. La solution ou la prestation ajoutée ou modifiée reste conforme à l'objet de l'accord-cadre et aux spécifications fonctionnelles prévues à l'accord-cadre, doit être techniquement équivalente ou supérieure à la solution ou à la prestation proposée initialement et est nécessaire à la bonne exécution du marché.

Si un changement de porteur intervient en cours de marché (changement de titulaire UGAP, nouveau véhicule, etc), pour tous les lots il sera demandé au titulaire de développer l'adaptation du matériel au véhicule porteur dans un délai maximum de 2 mois.

Aucun changement ne peut, ni être mis en œuvre avant l'accord express du représentant du pouvoir adjudicateur, ni provoquer une hausse de tarif. Le titulaire fournit l'ensemble des documents techniques et un échantillon pour juger de la conformité au CCTP de cette nouvelle référence. Les modifications approuvées font impérativement l'objet d'un avenant.

Article 14 : Règlement des différends et des litiges

En cas de litige, la réglementation française est seule applicable. Le tribunal administratif de Paris est seul compétent pour traiter tout litige.

14.1 : Procédure amiable

La procédure de règlement amiable des différends ou des litiges, qui pourraient survenir en cours d'exécution du présent accord-cadre, relève de l'article R.2197-1 du Code de la commande publique.

14.2 : Médiation

Le présent accord-cadre est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, à son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr

ou par courrier recommandé avec avis de réception :

M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs »
du Ministère de l'Intérieur
Place Beauvau
75800 PARIS cedex 08

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

14.3 : Procédure contentieuse

Les litiges survenus en cours d'exécution du présent accord-cadre, qui ne pourraient être résolus de façon amiable, par dérogation à l'article R.312-11 du Code de justice administrative, sont de la compétence exclusive du :

Tribunal administratif de PARIS
7 rue de Jouy
75181 PARIS Cedex 04
téléphone : +33(0)1.44.59.44.00
courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr
site Internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr>

Article 15 : Résiliation

Le présent accord-cadre pourra être résilié selon les dispositions mentionnées au chapitre 7 du CCAG/FCS.

La décision de résiliation de l'accord-cadre est notifiée au titulaire. Elle prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut résilier un accord-cadre avant son terme :

- dans le cas d'événements extérieurs au marché fixés à l'article 39 du CCAG de référence ;
- dans le cas d'événements liés au marché fixés à l'article 40 du CCAG de référence ;
- pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG de référence ;
- pour motif d'intérêt général tel que stipulé à l'article 42 du CCAG de référence ;
- dans tous les autres cas prévus au présent document.

En cas de résiliation prononcée aux torts du titulaire, les prestations sont effectuées à ses frais et risques dans les conditions fixées par l'article 45 du CCAG de référence.

Le pouvoir adjudicateur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG/FCS.

Les commandes notifiées au titulaire avant la date d'effet de la résiliation doivent être honorées, quelles que soient les dates de livraison effective ou les dates d'exécution des prestations concernées.

Article 16 : Dérogations au CCAG/FCS

Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations	Articles du CCAG auxquels il est dérogé
10.4	3.1
10.6	33
12.4	10.2.1

Annexe 1 : Acte d'engagement de marché subséquent**Annexe 2 : Clauses contractuelles des marchés subséquents****Annexe 3 : Liste des services coordonnés**